

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 29 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAFRAM France
341, rue de l'industrie - ZAE du Pays Rochois
74800 Etaux

Référence : 20250723-RAP-inspection.odt
Code AIOT : 0010800495

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2025 dans l'établissement SAFRAM France implanté 341, rue de l'industrie - ZAE du Pays Rochois 74800 Etaux. L'inspection a été annoncée le 26/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFRAM France
- 341, rue de l'industrie ZAE du Pays Rochois 74800 Etaux
- Code AIOT : 0010800495
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SAFRAM est une société de transport, d'entreposage, de prestations logistiques et des opérations douanières et fiscales pour le compte de ses clients. Le siège est basé à Genas (69) et la société SAFRAM emploie environ 30 personnes sur son site de La Roche sur Foron / Eteaux.

Le site de La Roche sur Foron / Etaux, classé SEVESO, est constitué de 6 cellules de stockages. Les produits entreposés sont les suivants :

- marchandises et biens de consommation (cellules 1, 2, 4 et 5),
- produits solides ou liquides dangereux pour l'environnement (toxiques, voire très toxiques pour les organismes aquatiques), tels que des arômes concentrés, encres et vernis, matières premières, produits liquides possédant des classes d'inflammabilité de peu inflammable à facilement inflammable, produits toxiques (cellules 3, 4 et 6).

Thèmes de l'inspection :

- État des matières stockées
- Respect du classement de l'établissement
- Mise en place des dispositions précisées dans les dossiers de modification mousse haut foisonnement et aménagement de la cellule 4
- Contrôle des poteaux incendie et conformité au D9
- Actualisation et renouvellement des garanties financières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
4	Conformité au dossier – Porter à connaissance Mousse haut foisonnement	Arrêté Préfectoral du 03/09/2019, article 3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Conformité au dossier – Porter à connaissance modification cellule 4	Arrêté Préfectoral du 03/09/2019, article 3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 24/09/2019, Annexe V	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	6 mois
8	Mur coupe-feu entre les bureaux et les cellules	Arrêté Préfectoral du 03/09/2019, Annexe 6	/	Demande d'action corrective	6 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées - format	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
2	État des matières stockées – mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
3	Respect classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 03/09/2019, Annexe I	Annexe confidentielle
7	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 03/09/2019, article 6.4 et 6.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté 2 non-conformités lors de l'inspection. L'exploitant devra apporter les mesures correctives afin de lever ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées - format

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. [...] 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son état des stocks. Ce document se présente sous une forme de rapport indiquant : <ul style="list-style-type: none">• pour chaque zone prédéfinie (cellule de stockage / zones de préparation), la quantité de produits stockés en kilogramme ;• les produits sont regroupés par rubrique ICPE et certaines rubriques sont découpées pour différencier certaines informations (différencier des matières combustibles simples, des matières combustibles corrosifs, des liquides combustibles, des solides liquéfiables combustibles par exemple) ;• l'intitulé des lignes comprend les mentions de dangers sur demande des services de secours afin que ceux-ci puissent prendre connaissance des dangers associés. L'exploitant a présenté le plan associé à cet état des stocks qui permet aux services de secours de faire le lien entre les zones indiquées dans l'état des stocks et la localisation des produits dans l'entrepôt. Ce plan est disponible dans la mallette POI sous format plastifié.

Concernant la mise à disposition des informations au public, l'exploitant a indiqué qu'il est en mesure de fournir une information vulgarisée sur les substances stockées dans son entrepôt. L'exploitant a indiqué que les produits stockés sont des arômes et des encres de spécialité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des matières stockées – mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées

Prescription contrôlée :

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. [...]

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Constats :

L'exploitant a indiqué que l'état des stocks est mis à jour 2 fois par jour dans une version informatique envoyée à la direction et aux personnes d'astreinte.

Par ailleurs, une version imprimée est rangée chaque vendredi dans la mallette POI (vue en inspection). Cette mallette POI comprend également le plan des stockages.

Cette information peut être mise à disposition rapidement des services de secours en période de fermeture par la personne d'astreinte (délai d'arrivée sur site d'au plus 30 minutes). Ce délai pourra être testé lors d'un exercice POI inopiné.

Pour la mise à disposition des éléments au service de secours, l'exploitant a détaillé son système d'astreinte et de télésurveillance. La télésurveillance est réalisée par la société ADS Group. Les caméras présentes sur site permettent la surveillance intrusion et de faire la levée de doute sur le risque incendie. L'exploitant a présenté son contrat avec la société ADS qui est daté du 24/11/2023 et est valable pour une période de 48 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conformité au dossier – Porter à connaissance Mousse haut foisonnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/09/2019, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Modification défense incendie
Prescription contrôlée : Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. ----- Porter à connaissance de mars 2024 : <i>« La décision a été prise de remplacer le système de sprinkler des cellules 3 et 6 selon la règle R1 de l'APSAD par un système d'extinction automatique à mousse haut foisonnement selon la règle R12 de l'APSAD »</i> <i>« A l'issue des travaux, la déclaration de conformité N12 sera délivrée par l'installateur (en tant qu'installateur agréé) sous réserve d'une protection globale, d'une détection conforme APSAD R7 avec déclaration de conformité N7 et de l'essai réel de noyage »</i> <i>« Le quai de la cellule 3 sera fermé par un mur coupe-feu 2 heures »</i> <i>« La porte sectionnelle du quai 14 (cellule 6) sera remplacée par une porte coupe-feu de degré une heure (REI 60) ... »</i>
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que son système d'extinction automatique d'incendie par haut foisonnement a été installé selon la norme APSAD R12. L'exploitant a présenté le certificat N12 (déclaration de conformité) réalisé par son prestataire AXIMA indiquant que la mise en service du dispositif sur les cellules 3 et 6 date du 12 décembre 2024. Le certificat est daté du 12 mai 2025. Par ailleurs, l'exploitant a présenté lors de l'inspection la vidéo de l'essai de noyage d'une des deux cellules. La cellule a été remplie de mousse en 1 min 40 s environ. Enfin, pour la qualification de l'installation, l'exploitant a présenté le certificat Q7 (conformité de la détection) réalisé par la société Chubb et daté du 7 mai 2025. Ce certificat est complété par le rapport de contrôle qui mentionne une intervention à la même date. Le rapport indique qu'il n'y a rien à signaler sur l'installation. Parmi les modifications nécessaires pour la mise en œuvre du PAC relatif à l'installation de l'extinction automatique par mousse haut foisonnement : <ul style="list-style-type: none">• la porte à quai de la cellule 3 a été murée. Le degré coupe-feu du mur est de 2 h.• la porte à quai de la cellule 6 a été remplacée par une porte coupe-feu 1 h. Par courriel du 23 juillet 2025, l'exploitant a indiqué s'être rapproché de ses prestataires afin d'obtenir les éléments justifiant des caractéristiques coupe-feu des éléments installés.

Demande de l'inspection : L'exploitant transmettra et conservera les éléments justifiant les caractéristiques coupe-feu des modifications apportées au bâtiment (porte à quai de la cellule 6 et mur remplaçant la porte à quai de la cellule 3).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Conformité au dossier – Porter à connaissance modification cellule 4

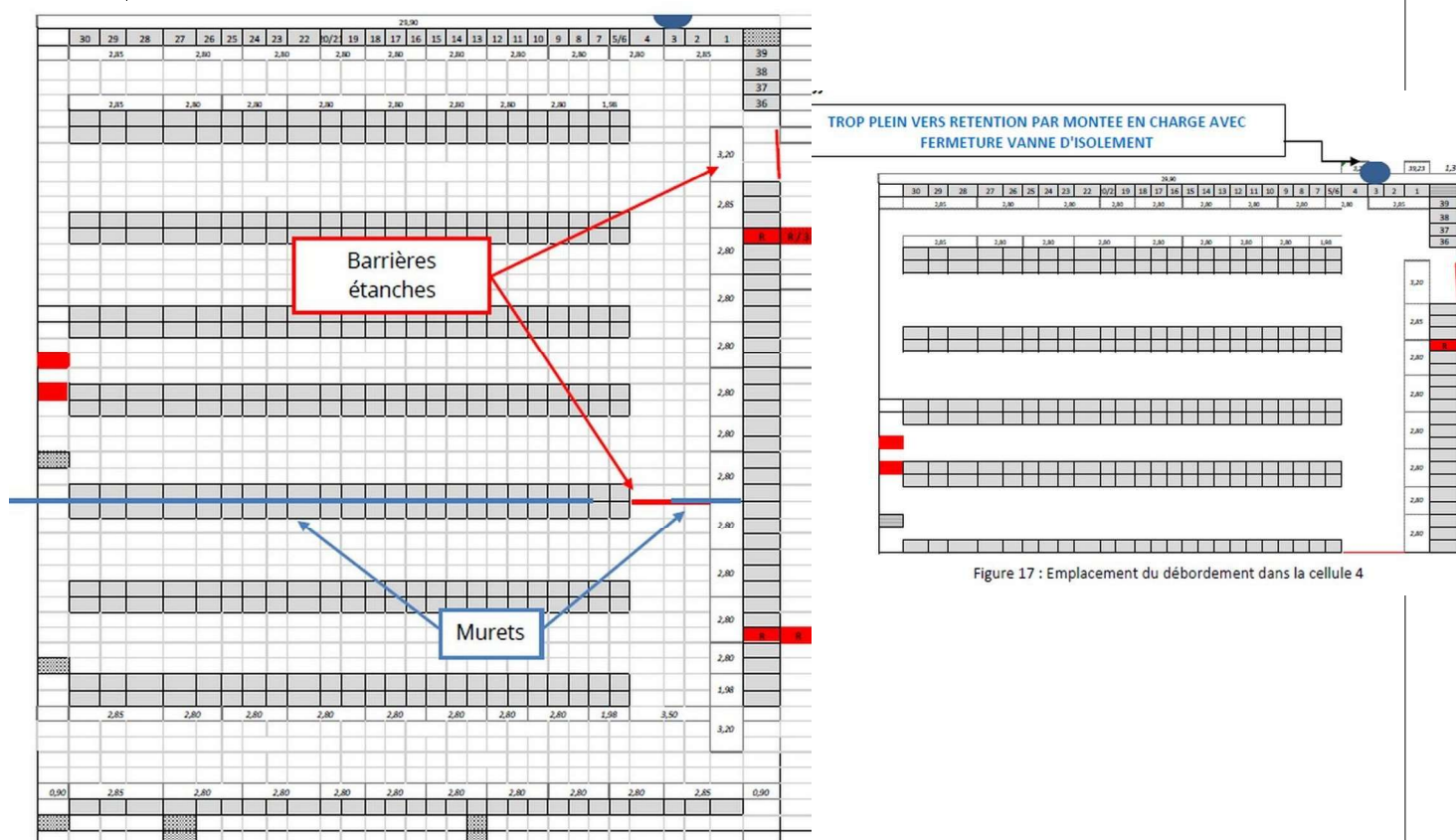
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/09/2019, article 3

Thème(s) : Situation administrative, Modification stockage cellule 4

Prescription contrôlée :

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Plan du porter à connaissance : Ajout de muret en cellule 4 et d'un trop plein :



Calcul D9A du porter à connaissance

Dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction - D9A - Cellule 4				Zone 4 M (Modifiée) 850 m³	
Besoins pour la lutte extérieure		Résultat guide pratique D9 (besoins x 2 heures au minimum)	120	m³	
Moyens de lutte intérieur contre l'incendie	Sprinkleur	Volume réserve intégrale de la source principale ou besoins x durée théorique maximale de fonctionnement	0	m³	
	Rideau d'eau	Besoins x 90 mm	m³	m³	
	RIA	A négliger	0	m³	
	Mousse HF et MF	Débit de solution moussante x temps de noyage (en général 15 -25 mn)	m³	m³	
	Brouillard d'eau et autres systèmes	Débit x temps de fonctionnement requis	m³	m³	
Volume d'eau liés aux intempéries	Drainage eaux pluviales vers les rétentions (10 l/m²)	Surface drainée en m² ** 13 133	66		66 m³
Présence stock de liquides	20% du volume contenu dans le local contenant le plus grand volume, et 50% dans la zone contenant des liquides polluants	Plus grand volume de produits liquides contenu dans un local associé à la rétention, en m³ cf détail ci-dessous	21	m³	287 m³
Volume total de liquide à mettre en rétention		60% lutte extérieure 40% zone 4	135	m³	425 m³
Volume de rétention disponible			800	m³	800 m³
Marge / Déficit de volume de rétention			839	m³	
** hors parking VL hors rétentions, voirie sud (aménagement 10/04/1921)		surcapacité calculée	150%		

Constats :

Dans le porter à connaissance relatif à la modification de son stockage en cellule 4, l'exploitant a indiqué qu'une rétention a été installée dans cette cellule. Cette information était aussi présentée dans l'étude de dangers mais les volumes confinés étaient différents.

Lors de l'inspection, l'exploitant a confirmé que la capacité de confinement en cellule 4 est de 170 m³, conformément à ce qui a été indiqué dans le porter à connaissance.

Le besoin en confinement des eaux d'extinction pour la cellule 4M a été calculé dans le porter à connaissance. Les stockages de produits liquides constatés avec l'état des stocks en cellule 4M représentent 270 tonnes soit 270 m³ (densité de 1 indiqué par l'exploitant), ce qui est inférieur à la quantité de produits liquides retenus dans le porter à connaissance de 575 m³ pour le calcul D9A. Le volume de rétention disponible pour la cellule 4M, avec les 170 m³ de confinement interne et avec les rétentions au sud du bâtiment, est évalué à 800 m³. Le besoin en confinement de 425 m³ est donc respecté.

Lors de la visite, l'inspection a constaté l'installation effective du muret en cellule 4 et de 2 barrières étanches (une à l'intérieur de la cellule 4 et la seconde derrière la porte coupe-feu en cellule 5). Ces barrières ne sont en revanche pas asservies à la détection incendie.

L'exploitant a précisé lors de l'inspection qu'en situation accidentelle sur la cellule 4 en heure ouvrée, du personnel doit aller fermer cette barrière. En période de fermeture, les barrières sont mises en position fermée par l'employé en charge de la fermeture de l'entrepôt. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté une check-list de fermeture hebdomadaire indiquant que la fermeture des barrières étanches doit être réalisée à la fermeture du dépôt.

En outre, l'inspection a constaté en inspection, la présence du trop plein dans le coin indiqué dans le porter à connaissance. Par courriel du 23 juillet 2025, l'exploitant a indiqué qu'il a sollicité son prestataire pour apporter la preuve que la hauteur du déversoir dans la partie modifiée de la cellule 4 (dite cellule 4M) est inférieure à la hauteur du muret.

Demande de l'inspection : L'exploitant transmettra les éléments justifiant que la hauteur du déversoir est inférieure à la hauteur du muret en cellule 4M confirmant l'écoulement des produits vers les bassins de rétention en situation accidentelle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2019, Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Prescription contrôlée :

Demande de l'inspection - du 23/06/2022

Demande 1 :

L'exploitant testera, dans un délai d'un mois, le poteau incendie présent sur son site et transmettra les éléments (débit et pression) à l'inspection des installations classées.

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le résultat du test du poteau incendie situé sur le domaine public.

Demande 2 :

L'exploitant se rapprochera de la collectivité territoriale pour déterminer si le poteau incendie a été testé. Il transmettra, le cas échéant, le résultat du test (débit et pression) à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Calcul D9 - étude de dangers - page 64

« Le débit requis après calcul est de 180 m³/h pour assurer les besoins en eau d'extinction de la cellule 3 (stockage de liquides inflammables).

Il est nécessaire que ce débit soit assuré pendant une durée de 2 heures. Le volume d'eau nécessaire est donc de 360 m³ afin de satisfaire à la D9. »

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de reconnaissance opérationnel du SDIS daté du 3 juillet 2024. L'exploitant a également présenté la dernière mesure de pression réalisée le 17 février 2021 par Véolia.

<p>L'exploitant a indiqué que les tests sont réalisés par la communauté de communes, y compris pour le poteau incendie présent sur son site, considérant que celui-ci est branché sur le réseau incendie publique.</p> <p>La mesure réalisée en 2021 montre que le poteau est en mesure de fournir un débit d'environ 150 m³/h.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un poteau incendie est présent devant son site et est à considérer dans la défense contre l'incendie pour l'apport d'eau complémentaire permettant d'atteindre les 180 m³/h.</p> <p>En revanche, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une mesure en simultané des débits des poteaux incendie démontrant l'atteinte des 180 m³/h.</p> <p>Non-conformité n°1 : Contrairement à l'annexe V de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2019, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer qu'il dispose des dispositifs de défense incendie suffisants pour avoir sur site 180 m³/h pendant 2 heures (360 m³). L'exploitant devra présenter les résultats d'un essai en simultané confirmant l'atteinte du débit de 180 m³/h avec plusieurs poteaux.</p> <p>Par courriel du 23 juillet 2025, l'exploitant a indiqué s'être rapproché des services municipaux pour réaliser ce test en simultané dans les meilleurs délais.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Garanties financières – actualisation et renouvellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/09/2019, article 6.4 et 6.5
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6.5</p> <p>L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des GF et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 et, le cas échéant, du taux de TVA ; lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 depuis le dernier calcul d'actualisation, et ce dans les six mois qui suivent ces variations. L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier indice public TP01 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de transmission. <p>-----</p> <p>Article 6.4</p> <p>Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu au présent article de l'attestation.</p> <p>Pour attester du renouvellement des GF, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de GF prévues aux articles R.516-1 et suivants du</p>

code de l'environnement.
Constats : L'exploitant dispose de garanties financières valables jusqu'au 2 septembre 2025. L'exploitant a indiqué avoir identifié la nécessité de renouveler les garanties financières. L'inspection a rappelé à l'exploitant la nécessité d'actualiser ses garanties financières. Lors de cette actualisation, l'exploitant devra prendre en compte l'augmentation des capacités de stockage des produits toxiques aquatiques de catégorie 1, stockage relevant de la rubrique 4510.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mur coupe-feu entre les bureaux et les cellules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/09/2019, Annexe 6
Thème(s) : Risques accidentels, Mur coupe-feu
Prescription contrôlée : Le degré coupe-feu du mur séparatif entre la cellule 1 et les bureaux est 2 h. Le degré coupe-feu du mur séparatif entre la cellule 5 et les bureaux est 2 h.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence d'une fenêtre comprenant des montants en bois et une petite vitre entre la cellule 1 et la zone de bureau. Un dispositif similaire est présent en cellule 5. Ce dispositif permet aux chauffeurs de rapidement passer des documents aux personnes dans les bureaux. Sur la vitre, il est indiqué que celle-ci est de degré coupe-feu EI30. L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer que le châssis est bien coupe-feu 2 h. Non-conformité n°2 : Contrairement aux dispositions de l'annexe 6 de l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2019, les murs entre les cellules 1 et 5 et les bureaux voisins comprennent des ouvertures dont le degré coupe-feu est inférieur à celui du mur, dégradant le degré coupe-feu 2 heures du mur. L'exploitant doit transmettre un calendrier de remise en conformité de son mur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois